Quarante-sixième année. — N° 193.

(EDITION DU MATIN)

L'ADMINISTRATEUR DE L'ÉCOLE NATIONALE DES ARTS INDUSTRIELS

VENDREDI 12 JUILLET 1901.

Journal de Roubaix

TARIF D'ABONNEMENTS. — Roubaix-Tourcoing, le Nord et les départements limitrophes : Trois mois, 5 fr. ; Six mois, 9 fr. ; Un an, 18 fr. Les autres Départements et l'Etranger le port en sus. Agence particulière à Paris, 26, rue Feydeau

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Carnot, 5
Directeur-Propriétaire : Alfred REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES : A Roubaix, aux bureaux du journal, Grande-Rue, 71. — A Tourcoing, aux bureaux du journal, rue Carnot, 5, et à la librairie Walteeuw, rue Saint-Jacques, 39. — A Paris, à l'*Agence Havas*, place de la Bourse, 8. — A Bruxelles, à l'Office de Publicité, 46, rue de la Madeleine. — A Mouscron, chez M. Henri Lanoves, rue de la Station. — En vente à Paris : aux Bibliothèques de la gare de l'Est, de la gare du Nord et de la gare St-Lazare.

LES SCANDALES DE LA MAIRIE DE CROIX

Une lettre de M. Desbarbieux. — L'affaire Locoge

LE ROUGE EST-IL OFFICIEL ?

Les socialistes ont eu parfaitement raison de protesre, dans la séance du Conseil municipal de Paris, contre l'affront fait au drapeau rouge et l'assaut donné à la Bourse du travail pour arracher de ses fenêtres le sublime emblême. Depuis quand le drapeau rouge a-t-il cessé de représenter la pensée directrice, officielle ? Il a été l'enseigne d'une politique avérée, la raison sociale visible aux yeux d'une association publiquement acceptée. Est-ce que l'association est dissoute ? est-ce que la politique du gouvernement a changé de direction pour qu'on change ainsi la couleur de l'enseigne ?

L'inauguration du magnifique monument de Dalou, le Triomphe de la République, en 1899, a marqué le triomphe du drapeau rouge. Le gouvernement l'a consacré, en cette circonstance solennelle, et il a implicitement prononcé la déchéance du drapeau tricolore, relégué aux derniers rangs, abandonné à l'armée qui avait été d'ailleurs écartée de cette fête. Le Président de la République a dû se résigner à voir arborer sous ses yeux l'emblême révolutionnaire. De ce jour, le drapeau rouge a conquis l'air libre qui souffle sur la Gaule. En attendant de faire le tour du monde comme l'autre, il a fait son apparition en province, où il a été d'ailleurs salué par les fonctionnaires de la République. Il a flotté librement dans les rues de Lyon et de Montceau-les-Mines; il est de toutes les fêtes municipales de Marseille. Le rouge enfin n'était pas seulement permis, il était recommandé.

Pas plus tard que dimanche dernier, n'a-t-on pas vu le préfet de la Haute-Vienne cravater de rouge les drapeaux tricolores à la porte du palais du gouvernement, pour honorer le ministre de la guerre, celui-là même qui a la garde de l'intangible emblême de la patrie.

Après cela, si le rouge n'est pas officiel, il est peut-être officieux. Mais, de toute façon, il ne saurait devenir tout d'un coup séditieux. Est-ce qu'on va laisser la question sans réponse, sans règle ?

Dans tous les cas, l'indignation des conseillers municipaux collectivistes de Paris est parfaitement logique. Ils n'y comprennent plus rien, et nous n'y comprenons pas davantage. D'où vient que ce qui était bon sur la place de la Nation n'est plus bon sur la place de la République; et pourquoi le drapeau rouge, qui flotte à Montceau, n'a-t-il pas le droit de flotter à Paris ? Enfin, qu'y a-t-il de changé ?

En dépit de ce qu'elle a d'ingénieux, on ne peut se contenter, en effet, de l'explication qu'en donnait, l'autre jour, un bourgeois de Limoges, constatant que des loques écarlates étranglaient le drapeau national aux fenêtres de la préfecture : — Au fait, il n'y a rien d'étonnant à ce que le rouge *monte* au *front* des palais du gouvernement !

L. L.

Informations

LA CANDIDATURE DE M. MAX REGIS A PARIS

Paris, 10 juillet. — On télégraphie d'Alger, qu'hier, à la séance du Conseil municipal, M. Max Régis a annoncé qu'il allait faire un séjour de quelque temps à Paris, pour se préparer à l'élection législative dans le cinquième arrondissement, où les Comités anti-juifs et nationalistes ont décidé de porter sa candidature.

LE CONGRES DES MINEURS

Paris, 10 juillet. — Le Congrès des mineurs qui a tenu, ce matin, sa troisième séance à la Bourse du travail, avait convoqué les fédérations syndicales des métiers. Onze de ces fédérations s'étaient fait représenter, parmi lesquelles la Confédération générale du Travail, la Fédération de la Voiture, celles de la lithographie, des mouleurs, des chapeliers, des tisseurs, des métallurgistes, des travailleurs du livre, les services réunis de la Ville de Paris, les chemins de fer et les employés des postes et télégraphes.

Toutes ces organisations ont déclaré aux mineurs qu'elles feront cause commune avec eux le jour où éclatera la grève générale des mineurs qui deviendra ainsi la grève nationale de tous les services publics.

LES CYCLISTES MILITAIRES A PARIS

Paris, 10 juillet. — La compagnie cycliste du 147e régiment d'infanterie, en garnison à Sedan, vient à Paris, pour prendre part, le 14 juillet, à la revue de Longchamps.

LE PAPE ET LA LOI SUR LES ASSOCIATIONS UNE NOTE DIPLOMATIQUE

Paris, 10 juillet. — Sous ce titre : « Une note diplomatique », l'*Osservatore cattolico* de Milan, publie la dépêche suivante :

« Rome, 7 juillet. — Le cardinal Rampolla, secrétaire d'Etat, a remis, à l'ambassadeur français près le Vatican, une note diplomatique dans laquelle il proteste au nom de Sa Sainteté, contre le projet de loi subversif des congrégations religieuses.

» La remise de cette note a précédé la lettre du Pape aux généraux des congrégations. »

LES PAPIERS DE M. GAUTSCH

Paris, 10 juillet. — La *Patrie* reçoit de son correspondant de Strasbourg, la dépêche suivante :

Strasbourg, 10 juillet. — On dit que M. Gautsch, le fameux commissaire de police rendu célèbre par l'affaire Schnæbelé, aurait laissé en lieu sûr des papiers importants, des mémoires même, prouvant qu'il avait agi par ordre et que, dans ce grave incident, les vrais coupables furent Bismarck, le prince de Hohenlohe, qui vient de mourir, et l'empereur Guillaume lui-même, qui avait autorisé le coup.

La « Post » paraît insinuer que les papiers de Gautsch seraient entre les mains du gouvernement anglais.

CHOSES ET AUTRES

Drolichon a acheté un phonographe et insiste pour que sa belle-mère fasse enregistrer sa voix par l'instrument.

Comme la bonne femme s'y refuse, il ajoute machiavéliquement.

— Oh ! voyons, belle-maman, rien que quelques mots. J'aurais tant de plaisir à entendre votre voix... quand vous ne serez plus !!

—×—

Un photographe facétieux à son client, au moment décisif :

— Pensez à quelque chose de gai... Pas au terme du 30, bien entendu.

— Au contraire, répond l'opéré, je vais y penser : je suis propriétaire !

—×—

Au restaurant.
Le consommateur. — Voyons, ce poisson n'est pas frais !
Le garçon. — Mais si, monsieur; il était dans la glace !
Puis, conciliant :
— Après ça, la glace n'était peut-être pas fraîche !

Les cas de peste à bord du « Laos »

Un nouveau cas de peste au Frioul
Encore une mort

Paris, 10 juillet. — *L'Agence Havas* a reçu ce matin de Marseille la dépêche suivante :

Un nouveau cas de peste s'est produit hier soir parmi les chauffeurs arabes. L'un d'eux, qui avait été débarqué malade à l'arrivée du « Laos », est mort ce matin. Trois sont encore gravement atteints, mais les autres se trouvent dans d'excellentes conditions de guérison.

L'état sanitaire, parmi les passagers et les hommes de l'équipage, demeure excellent.

D'autre part, le *Temps* a reçu de son correspondant de Marseille les renseignements ci-après qui confirment et complètent ceux qu'on vient de lire :

Un nouveau décès s'est produit ce matin au Frioul parmi les quatorze chauffeurs arabes déjà malades.

On affirme qu'aucun cas nouveau ne s'est produit.

Cependant, vu la résistance qu'offrent les malades à se laisser soigner, on n'est pas sans appréhension.

M. Catelan, directeur de la santé, m'a affirmé qu'aucun Européen n'était atteint.

On vient d'envoyer deux docteurs supplémentaires au Frioul et une nouvelle brigade de gendarmerie afin que la surveillance puisse être complète autour de l'île et que toute communication avec l'extérieur soit impossible.

Les 56 chauffeurs arabes valides qui étaient encore à bord ont été débarqués hier matin et ils sont maintenant sur des chalands dans un coin éloigné du port intérieur du Frioul.

On a installé des tentes sur ces chalands de façon à abriter du soleil les hommes qui s'y trouvent. C'est le médecin du bord qui les visite deux fois par jour.

La désinfection du navire se poursuit et à peu près toutes les marchandises sont débarquées. La chasse aux rats est surtout très activement faite et on en a déjà capturé et pris une cinquantaine.

L'état d'esprit, parmi les passagers européens, est excellent et ils paraissent prendre leur mal en patience. On leur envoie chaque matin des vivres frais et abondants. Leur santé est parfaite.

On a reçu, hier, une provision importante de sérum.

Le « Niger », venant d'Alexandrie, est arrivé, hier soir, au Frioul, d'où il est sorti ce matin. Tout allait bien à bord.

Chez le docteur Chantemesse

Le docteur Chantemesse, professeur à la Faculté de médecine de Paris, inspecteur général adjoint des services sanitaires, interrogé sur les dangers que les cas de peste constatés à bord du *Laos*, en quarantaine au Frioul, pouvaient courir à cette ville, a dit :

Tout a été prévu pour éviter la contagion. Le directeur de la santé, à Marseille, n'a eu qu'à appliquer le règlement sanitaire concernant la peste. Or, les renseignements que je trouve dans les journaux et d'autres indications personnelles, il résulte pour moi que toutes les prescriptions ont été soigneusement observées. Dans ces conditions, il n'y a aucune crainte à avoir pour Marseille.

A l'Institut Pasteur

A l'institut Pasteur, on dit que toutes les précautions nécessaires semblent bien avoir été prises à Marseille.

On estime qu'aucune contagion n'est à redouter et qu'il n'y a nullement lieu de s'alarmer.

ACTUALITÉ

Nos Parlementaires Socialistes

— Ensuite, nous supprimerons l'armée...
— Mais si l'Etranger envahit le pays comment le repousserez-vous ?
— Par la force... du raisonnement.

MANIFESTE

DES RÉPUBLICAINS PROGRESSISTES MODÉRÉS

Paris, 10 juillet. — L'alliance des républicains progressistes modérés, dont le siège est 46, rue du Bac, vient de rédiger, en vue du prochain renouvellement des conseils généraux, une circulaire aux électeurs qu'elle a envoyée à ses correspondants dans les départements. Cette circulaire est destinée à faciliter la tâche des comités électoraux, en précisant les questions sur lesquelles ils auront à interroger les futurs candidats.

Par la même circulaire, l'alliance des républicains progressistes invite tous ses adhérents à lui signaler les abus de pouvoir, les actes de pression administrative ou de candidature officielle qui seraient commis par les agents du gouvernement pendant la *période électorale*. Voici les passages essentiels de ce document :

Vous avez le droit et le devoir d'obliger les candidats qui sollicitent votre confiance à s'expliquer nettement sur l'orientation qu'ils entendent donner à la direction des affaires du pays. Il faut qu'on sache bien s'ils approuvent la funeste coalition que le ministère a nouée à la faveur de l'affaire Dreyfus, et qui livre, de plus en plus, le gouvernement à l'influence révolutionnaire, s'ils sont pour ou contre la liberté individuelle, pour ou contre la liberté du travail, pour ou contre la grève obligatoire, pour ou contre l'alliance gouvernementale et électorale avec les collectivistes.

Il faut qu'ils disent s'ils approuvent que les grèves dégénèrent en mouvements révolutionnaires, par la complaisance du gouvernement, et que les ouvriers qui veulent travailler soient mis dans l'impossibilité de le faire par sa faiblesse. Il faut qu'ils se prononcent sur les mesures fiscales que méditent ceux qui veulent se servir de l'impôt pour arriver à l'expropriation indirecte, et au nivellement arbitraire de toutes les fortunes, qu'ils s'expliquent sur les conséquences désastreuses que de tels projets, menaçant tous les intérêts, produisent tous les jours : l'émigration des capitaux français à l'étranger, le découragement de l'esprit d'entreprise, le ralentissement inquiétant des affaires et la diminution de plus en plus sensible du rendement de nos impôts.

Il n'est point nécessaire que vos élus disent nettement et sans ambages s'ils sont partisans de la politique de combat pratiquée par le Cabinet actuel, qui foule aux pieds toutes nos libertés, qui sacrifie tout à l'intérêt ministériel, qui traite tous les fonctionnaires en suspects, et accable de vexations et d'injustices les meilleurs républicains.

En face de cette politique de désorganisation et de décomposition qui stérilise tout, et qui arrête la vie économique de la nation, en paralysant son activité, il vous sera facile d'affirmer la nôtre : elle est celle de tous les bons citoyens qui font passer avant tout l'intérêt du pays et la grandeur de la France. C'est une politique de liberté, d'apaisement et de progrès, cherchant à réunir tous les Français sur le terrain de la politique et assurant à tous l'exercice de leur droit.

Elle nous a donné, dans le passé, de longues années de prospérité à l'intérieur et de prestige au dehors.

En matière religieuse, notre système est bien simple : nous sommes d'avis que l'Etat n'a pas à connaître les opinions religieuses de qui que ce soit ; celles-ci regardent la conscience de chacun, et personne n'a le droit d'être recherché ou inquiété pour sa doctrine. (Déclaration des Droits de l'homme).

Nous ne pouvons comprendre qu'on dénonce un fonctionnaire parce qu'il va à la messe, quand on trouve tout naturel et avec raison qu'il aille au temple protestant ou à la synagogue. Nous ne sommes pas des cléricaux et nous sommes les premiers à blâmer le prêtre qui sort de son rôle et de sa mission pour se mêler à nos luttes politiques, mais nous sommes respectueux de toutes les religions, considérant les guerres religieuses comme un fléau pour un pays et une cause permanente d'affaiblissement moral.

Au point de vue social, notre but, c'est l'amélioration incessante du sort des travailleurs, par des lois réellement efficaces et bienfaisantes qui les mettent à l'abri des risques auxquels ils *sont exposés* : accidents, maladie, chômage et vieillesse ; par le développement de l'association et de la mutualité, sous toutes ses formes, et non par la lutte des classes et les conflits systématiques entre le capital et le travail, qui ne font que les affaires des politiciens, au grand détriment des vrais travailleurs.

C'est aussi la défense des intérêts agricoles par l'action permanente du gouvernement et du Parlement, trop souvent paralysée par la politique pure, avec une meilleure répartition des impôts qui tendent malheureusement, de plus en plus, à écraser la propriété foncière.

A vous maintenant de prononcer entre ces deux politiques, ou plutôt entre ces deux Républiques : la République progressiste et libérale, issue des entrailles de la Révolution française et de la Déclaration des Droits de l'homme, et la République jacobine et sectaire, sortie des plus mauvais jours de la Terreur révolutionnaire et empruntant ses moyens de gouvernement à la monarchie ou à l'Empire.

Entre ces deux Républiques, il faut maintenant que chacun fasse son choix : l'équivoque n'est plus permise ; c'est elle qui nous perd et qui est la principale cause de la situation lamentable au milieu de laquelle nous nous débattons.

TROUBLES GRÉVISTES

A Rochefort-sur-Mer

Rochefort-sur-Mer, 10 juillet. — Ce matin, un bateau de charbon opérait son déchargement au moyen de son équipage et de quelques ouvriers, que protégeaient un petit nombre de gendarmes et d'agents de police, mais des grévistes, au nombre d'environ 800, après avoir obéi aux injonctions du commissaire de police, en laissant passer les wagonnets vides, *s'assirent ou se couchèrent sur la voie*, qu'ils couvrirent, pour empêcher le retour des wagonnets chargés.

Les gendarmes, débordés, ne réussissaient pas à déblayer la voie, lorsqu'un gréviste s'est jeté au devant d'un wagonnet. Il a eu un bras coupé et une partie du corps écrasée.

Un des ouvriers qui travaillait, a été pourchassé, et n'a dû son salut qu'à l'intervention du capitaine d'un navire anglais, mouillé dans le port, lequel l'a reçu à son bord et a arboré le pavillon anglais. Puis, *faisant retirer la planche de communication*, il a mis revolver au poing et a menacé de tirer sur le premier qui tenterait de s'embarquer. Le sous-préfet est sur les lieux.

A Tours

Tours, 10 juillet. — Les boulangers grévistes ont assailli hier soir le journal le *Messager d'Indre-et-Loire*, brisé la devanture et menacé les personnes qui se trouvaient dans la salle du service d'expédition du journal. Ils se rendirent ensuite chez M. Perrouteau, président du syndicat des patrons, et démolirent sa boutique. Quatre arrestations ont été opérées dont le président des grévistes. Une instruction a été ouverte ce matin par le parquet. La situation est grave, car les patrons refusent toute entente.

En Espagne

Séville, 10 juillet. — Des désordres très graves ont éclaté à Séville à la suite d'une grève. Le préfet a remis ses pouvoirs aux autorités militaires, et une ordonnance royale suspend les garanties constitutionnelles.

FAITS DIVERS

Nouvelle affaire de séquestration

Baume-les-Dames, 10 juillet. — Il y a quelques jours, le parquet de Baume-les-Dames était informé qu'une jeune fille était séquestrée à Sancey-le-Grand par son père, un nommé Girod, qui pendant plusieurs années a été gendarme à Baume-les-Dames.

S'étant transportés à Sancey-le-Grand, les magistrats y trouvèrent une pauvre fille, âgée d'environ quarante ans, blottie dans le coin d'un réduit situé au premier étage d'une maison habitée par Girod et sa femme. A peine vêtue et d'une maigreur extrême, cette malheureuse était dans cette situation depuis près de vingt ans. Non content de la priver d'air et de nourriture, son père la brutalisait.

D'après le témoignage de certaines personnes, cette pauvre séquestrée avait voulu se marier contre le gré de ses parents ; de là la fureur de son père. Il va sans dire qu'elle a complètement perdu la raison et qu'elle ne se rend nullement compte de sa situation.

Girod a été écroué à la maison d'arrêt de Baume-les-Dames. La séquestrée, nommée Léontine, a été conduite à l'hôpital de notre ville pour y recevoir les soins que comporte son état.

Girod aura à répondre, non seulement du crime de séquestration, mais encore du délit d'outrages envers les magistrats et de rébellion vis-à-vis d'agents de la force armée. En effet, quoique âgé de soixante-dix ans, Girod, qui est très robuste, a opposé une vive résistance aux gendarmes qui, pour maintenir ce forcené, ont dû recourir à l'intervention de deux civils.

Résurrection du serpent de mer

Des pêcheurs d'un bateau de Lorient déclarent avoir aperçu ces jours derniers, au large de l'île de Croix, un énorme serpent de mer qui nageait tranquillement à la surface des vagues et qui prit sans doute leur bateau pour un rocher, car il tenta de s'y hisser.

Les pêcheurs durent le repousser à coups d'aviron. Il replongea et disparut.

Canon phénoménal

Londres, 10 juillet. — Les journaux publient une dépêche de Washington annonçant que le département de la guerre procède actuellement à des expériences avec un canon à tir rapide d'un calibre de 4 pouces 1/2 et lançant un projectile d'acier de 20 kilogs à la distance de près de 40 kilomètres.

Pendant son trajet le projectile s'élève à une hauteur de 12 kilomètres au-dessus du sol. Le poids du canon est de 4 tonnes.

La charge ordinaire est de 12 kilogrammes de poudre sans fumée ; mais pour obtenir la portée maxima, il est nécessaire d'employer 15 kilogrammes de la même poudre.

FEUILLETON DU 12 JUILLET 1901 — N° 5

La Mendiante de St-Sulpice

PAR XAVIER DE MONTEPIN

PREMIÈRE PARTIE

Sœurs jumelles

IV

M. d'Areynes eut comme un hochement de tête ; un prodigieux effort de sa volonté galvanisa pendant une seconde les nerfs et les muscles que la paralysie immobilisait, et un son guttural, une sorte de sifflement, s'échappa de sa gorge contractée.

Si rauque, si indistinct que fût ce son, il fut impossible aux trois auditeurs de ne pas comprendre que le comte venait de répondre :

— Non !

— Voilà qui est très malheureux, — dit le médecin, — car enfin, quelque grand que soit mon espoir de vous sauver et de vous rendre la parole, Dieu seul est maître de la vie des hommes !... Voulez-vous que je fasse appeler ici le notaire ? Vous pourriez tester devant témoins...

— Non... — fit le regard du malade.

— Quelqu'un de votre famille, alors ?

— Oui... — répondit un battement des paupières.

— Qui ? — demanda le docteur Pertuiset.

En ce moment Pierre Renaud s'écria, en regardant son maître :

— Je sais qui, moi, monsieur !

— Et c'est ?

— C'est l'abbé d'Areynes, le vicaire de Saint-Ambroise, sans aucun doute... — Ah ! je suis sûr de ne pas me tromper... regardez plutôt le visage de M. le comte...

Heureux d'être compris, le gentilhomme lorrain avait en effet une sorte de rayonnement sur le visage.

Deux fois de suite ses paupières s'abaissèrent et se relevèrent, ce qui signifiait :

— Oui... oui...

— Vous aviez raison, — reprit le docteur — et tel est bien en effet le désir de mon vieil ami, mais par malheur ce désir me paraît irréalisable... — l'abbé d'Areynes est à Paris... — lui écrire ou lui envoyer une dépêche est impossible puisque les Prussiens se sont emparés des postes et des lignes télégraphiques... — Aucune voie ne nous est ouverte : — l'armée allemande marche sur Paris à cette heure, nous enlevant ainsi tout moyen de correspondre.

Une contraction douloureuse rapprocha les sourcils du comte.

Son regard se fixa sur Raymond Schloss.

Ce fut au tour de celui-ci de s'écrier, en tendant ses deux mains vers le paralytique et en se rapprochant du lit :

— J'ai compris... j'ai compris, mon bon maître !

— Ni une lettre, ni une dépêche ne passeraient, mais on peut trouver un messager capable de traverser les hordes prussiennes et d'arriver à Paris avant qu'elles ne l'aient investi... si elles doivent l'investir... — Ce messager, ce sera moi...

Les prunelles du comte étincelèrent.

Il n'avait pas compté vainement sur son fidèle serviteur.

— Vous feriez cela, Raymond ! — s'écria Pertuiset, un peu étonné, tant l'entreprise lui paraissait difficile et périlleuse, pour ne pas dire insensée.

— Je le tenterai, du moins, monsieur le docteur, et je crois fermement que je réussirai... — Si les Allemands occupent les grandes routes, l'ancien colporteur Raymond Schloss connait les sentiers détournés, les passages impraticables pour ceux qui ne sont point initiés. — Je ne dis pas que je passerai sans peine, mais je passerai ! — Avant d'être garde-chasse, puis garde général de M. le comte d'Areynes, j'ai fait plus de vingt fois le voyage de Fenestranges à Paris, à pied, une balle sur le dos... — Je ne m'égarerai pas, et, si malins que soient ces gueux d'Allemands, je serai plus malin qu'eux !... J'arriverai !

Le visage du comte devenait de plus en plus radieux.

Ses membres étendus firent une tentative pour se mouvoir, mais la paralysie les enchaînait.

— Ainsi — demanda le docteur Pertuiset — vous croyez réussir ?

— *Je fais plus que le croire, j'en ai la certitude...*

— Mais, en admettant que vous passiez, pourrez-vous revenir ?

— Pourquoi non ?

— Comment ferez-vous, mon pauvre Raymond ?...

— Cela, je ne le sais pas encore, mais nous chercherons un moyen M. l'abbé d'Areynes et moi, et à nous deux nous le trouverons certainement... — Foi de Lorrain, nous ferons la nique aux Allemands. D'ailleurs, ils n'y sont pas encore à Paris ! — Il reste des Français en France et j'espère bien que chaque ville, chaque village, chaque hameau se défendra et les empêchera d'avancer, les hommes n'eussent-ils pour combattre que de vieux fusils rongés par la rouille, des fourches et des faux, comme en 1814... — A cette époque-là, les paysans ont arrêté pendant trois mois la marche des alliés et, s'il plaît à Dieu, les paysans de France ont le même sang dans les veines.

Pertuiset hochait tristement la tête.

Il ne partageait pas la confiance et l'enthousiasme de Raymond Shloss.

Il doutait.

— Enfin, quand partirez-vous ? — demanda-t-il.

— Il ne faut tarder ni d'un jour ni d'une heure, — s'écria Pierre Renaud. — Chaque minute de retard t'enlèverait des chances... — Il faut partir tout de suite !... N'est-ce pas, monsieur le comte, qu'il le faut ?

Les paupières du paralytique se levèrent et s'abaissèrent affirmativement.

— Partir tout de suite est impossible — répliqua le garde-chasse, — pour mettre à exécution le plan que j'ai conçu j'ai besoin des ténèbres... je vois clair dans l'obscurité comme les chats et les hiboux, et je ferai plus de chemin la nuit qu'en plein jour... — Je ne demande qu'une chose, c'est de devancer de quelques heures seulement la marche de l'armée prussienne.

M. d'Areynes eut un nouveau clignement des paupières que le garde-chasse traduisit ainsi :

— Raymond fera pour le mieux...— Je compte sur lui... qu'il agisse à sa guise...

— Vous avez raison, maître... — dit le brave serviteur d'une voix émue. — Vous pouvez avoir confiance en moi... — Je donnerais pour vous jusqu'à la dernière goutte de mon sang, et je la donnerais sans marchander... Le docteur vous conservera la vie, vous rendra la parole, et à mon retour je vous trouverai debout, prêt à recevoir celui dont vous désirez la présence et que je vous ramènerai, je le jure !...

L'émotion du comte fut si visible qu'il sembla en ce moment éprouver une faiblesse.

Il ferma les yeux.

— M. d'Areynes a besoin de sommeil, mes amis... — dit le docteur, — laissons-le dormir et venez avec moi...

Pertuiset conduisit les deux hommes dans la petite pièce servant de pharmacie, et reprit :

(*A suivre*). XAVIER DE MONTEPIN.